

RAPPORT 2004 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Établi par le secrétariat de la CNUCED

Première partie TENDANCES RÉCENTES

Chapitre 1

TENDANCES ÉCONOMIQUES RÉCENTES



Tendances économiques récentes

Chapitre

1

A. Croissance économique globale

La croissance économique globale des PMA en tant que groupe a continué de s'améliorer au cours de la période 2000–2002, qui correspond aux dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. De fait, le taux annuel moyen de croissance du PIB réel de ce groupe de pays a dépassé celui des autres pays en développement au cours de cette période. Mais on observe d'importants écarts entre les PMA, certains obtenant des résultats extrêmement positifs tandis que d'autres se trouvent dans une situation diamétralement opposée. De plus, les PMA qui ont enregistré les meilleurs résultats sont ceux qui, dans les années 90, ont connu les plus fortes variations de taux de croissance.

Le PIB réel des PMA en tant que groupe a progressé plus rapidement à la fin des années 90 qu'au début de la décennie et, au cours de la période 2000–2002, la progression a été légèrement plus rapide qu'à la fin des années 90. Pour les 45 PMA pour lesquels des données sont disponibles, le taux moyen de croissance a été de 4,9 % par an au cours de la période 2000–2002, soit 0,5 point de pourcentage de plus qu'au cours de la période 1998–2000 (voir le tableau 1). On estime également que le taux de croissance du PIB réel par habitant du groupe des PMA s'est accéléré — passant d'une moyenne annuelle de 2 % en 1998–2000 à 2,6 % en 2000–2002.

La croissance économique globale des PMA en tant que groupe a continué de s'améliorer au cours de la période 2000–2002. Mais on observe d'importants écarts entre les PMA.

TABLEAU 1. TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL ET DU PIB RÉEL PAR HABITANT DES PMA ET D'AUTRES GROUPEMENTS DE PAYS, 1998–2000 ET 2000–2002
(Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage)

	Taux de croissance du PIB réel					Taux de croissance du PIB réel par habitant				
	1998–2000	2000	2001	2002	2000–2002	1998–2000	2000	2001	2002	2000–2002
Pays les moins avancés	4,4	4,3	4,9	5,0	4,9	2,0	1,9	2,5	2,7	2,6
<i>dont:</i>										
Bangladesh	5,4	5,9	5,3	4,4	4,8	3,6	4,1	3,5	2,6	3,0
Autres PMA	3,9	3,6	4,7	5,2	5,0	1,4	1,1	2,2	2,7	2,5
PMA africains	3,7	3,2	4,9	5,7	5,3	1,2	0,7	2,4	3,2	2,8
PMA asiatiques	5,4	6,0	5,0	4,0	4,5	3,4	3,9	3,0	2,0	2,5
PMA insulaires	3,0	2,0	1,4	1,9	1,6	0,5	-0,4	-1,0	-0,5	-0,8
Autres pays en développement	4,4	5,6	2,7	3,5	3,1	2,9	4,1	1,3	2,2	1,8
Pays à faible revenu	4,4	4,1	4,5	4,1	4,3	2,4	2,2	2,6	2,3	2,5
Pays à revenu intermédiaire	3,8	5,3	2,6	3,2	2,9	2,8	4,3	1,7	2,2	2,0
Pays à revenu élevé	3,3	3,7	0,7	1,3	1,0	2,6	2,9	0,0	0,8	0,4
Monde	3,4	3,9	1,1	1,7	1,4	2,1	2,6	-0,1	0,5	0,2

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, données en ligne.

Note: Le PIB réel est mesuré en dollars constants de 1995. Aucune donnée n'était disponible pour l'Afghanistan, le Myanmar, la Somalie ou Tuvalu.

Le groupe des autres pays en développement est composé de 78 pays en développement qui ne sont pas des PMA (non compris l'Europe centrale et orientale) et pour lesquels des données sur le PIB réel étaient disponibles.

Les pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé correspondent aux groupes de pays définis par la Banque mondiale.

Pour la classification des PMA, voir l'annexe au chapitre.

Le Bangladesh, dont l'économie alimente un quart du PIB total de l'ensemble des PMA, tire le taux de croissance global. Mais l'amélioration n'en demeure pas moins évidente dans le reste des PMA — dont le taux de croissance du PIB réel par habitant est passé de 1,4 % par an en 1998-2000 à 2,5 % par an en 2000-2002 (tableau 1).

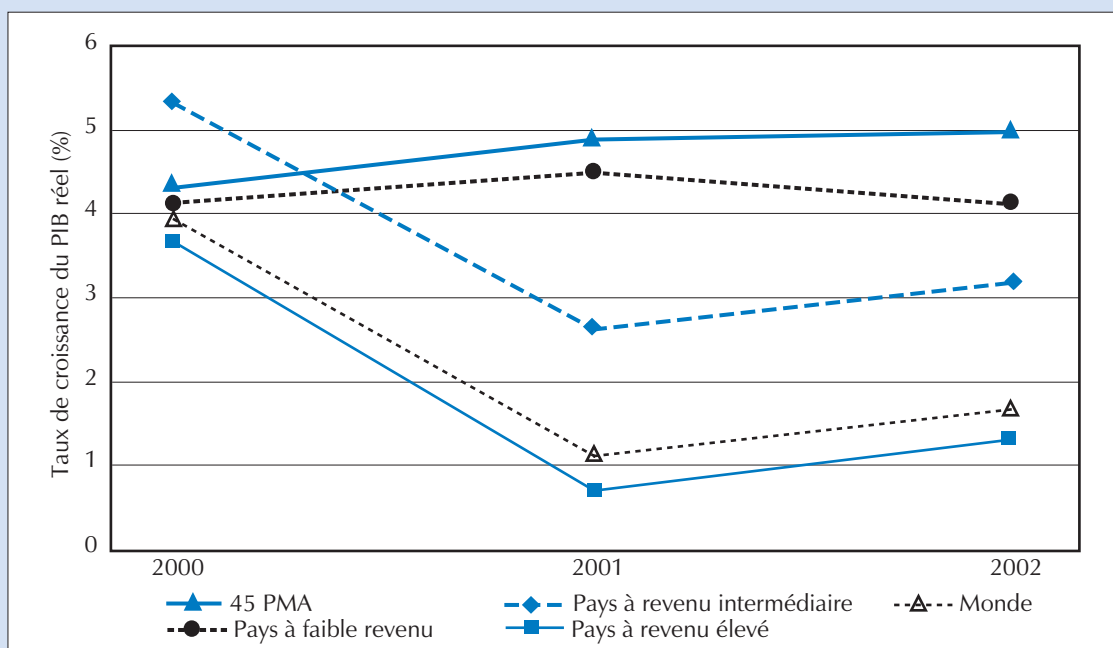
Cette amélioration de la croissance économique dans le groupe des PMA s'est produite en même temps que le taux de croissance dans les autres pays en développement diminuait.

Il est à noter que cette amélioration de la croissance économique dans le groupe des PMA s'est produite en même temps que le taux de croissance dans les autres pays en développement diminuait, passant de 2,9 % par an en 1998-2000 à 1,8 % par an en 2000-2002 en valeur réelle par habitant. Cette situation s'explique par le fait que la croissance du PIB du groupe des autres pays en développement s'est fortement ralentie en 2001, le taux moyen de croissance du PIB par habitant passant de 4,1 % en 2000 à 1,3 % en 2001, pour se redresser ensuite lentement et atteindre 2,2 % en 2002. En revanche, la croissance du PIB global des PMA n'a pas fléchi en 2001. Le groupe des pays à faible revenu a également affiché une relative résilience au ralentissement économique mondial en 2001 (voir le graphique 1).

Toutefois, la hausse n'est pas encore suffisante pour réduire l'écart croissant des niveaux de PIB par habitant entre les deux groupes de pays.

L'amélioration des chiffres de la croissance du groupe des PMA en 2000-2002 est encourageante, dans la mesure où, entre 1990 et 1997, les taux de croissance réelle dans ces pays étaient inférieurs par rapport à ceux des autres pays en développement. Toutefois, la hausse n'est pas encore suffisante pour réduire l'écart croissant des niveaux de PIB par habitant entre les deux groupes de pays. Dans les 45 PMA pour lesquels des données sont disponibles, le taux moyen de croissance du PIB par habitant de 2,6 % par an en 2000-2002 se traduit par un supplément de 15 dollars par an et par habitant en valeur réelle, tandis que dans le groupe des autres pays en développement un taux de croissance par habitant de 1,8 % par an se traduit par un supplément de 54 dollars par an et par habitant.

GRAPHIQUE 1. CROISSANCE DU PIB RÉEL DANS LES PMA, LES PAYS À FAIBLE REVENU, À REVENU INTERMÉDIAIRE ET À REVENU ÉLEVÉ, ET DANS LE MONDE EN 2000, 2001 ET 2002



Source et notes: Voir tableau 1.

La situation est également très contrastée parmi les PMA. La croissance du PIB s'est ralentie entre 2000 et 2001 dans les sept PMA asiatiques pour lesquels des données sont disponibles. Comparativement, un tiers seulement des PMA africains ont accusé un ralentissement de la croissance du PIB sur la même période. Globalement, des 45 PMA pour lesquels des données sur le PIB réel sont disponibles, plus de la moitié (24) ont affiché un taux de croissance par habitant négatif ou faible sur la période 2000–2002. Moins d'un tiers (14 PMA) ont enregistré une croissance par habitant supérieure à 3 % par an. Sept PMA seulement — Angola, Bhoutan, Érythrée, Mozambique, Rwanda, Soudan et Tchad — ont atteint l'objectif de croissance du PIB de 7 % fixé dans le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001–2010 (Nations Unies, 2001: par. 6) (voir le tableau 2).

D'après les données de la Banque mondiale, qu'il s'agisse aussi bien du PIB que du PIB par habitant, et en dépit d'un taux d'accroissement démographique supérieur, les PMA africains ont enregistré une croissance plus rapide que les PMA asiatiques et insulaires en 2000–2002, plus rapide aussi que celle des autres pays en développement. Ils ont, en outre, bénéficié de la plus forte accélération de la croissance entre 1998-2000 et 2000–2002, leur PIB réel par habitant passant de 1,2 % par an en 1998-2000 à 2,8 % par an en 2000–2002, tandis que ce même PIB tombait de 3,4 % à 2,5 % dans les PMA asiatiques, et de 0,5 % par an à -0,8 % dans les PMA insulaires sur les mêmes périodes. Le contraste entre l'Afrique et l'Asie s'explique par le fait que la proportion de PMA africains dans lesquels le PIB s'est contracté entre 2000 et 2001 a été plus faible que celle des PMA asiatiques. Le taux de croissance négatif affiché par les petits PMA insulaires en 2000–2002 témoigne de la grande vulnérabilité de ces pays, et en particulier de leur secteur du tourisme, aux incidences du terrorisme sur le volume du trafic aérien. Dans les PMA asiatiques — contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres groupes de PMA, le PIB réel a continué de diminuer entre 2001 et 2002, ce qui a coïncidé avec l'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en Asie.

L'amélioration du taux de croissance du PIB réel entre 1998-2000 et 2000-2002 est évidente dans les PMA exportateurs de denrées agricoles et aussi de minéraux. Dans les premiers, le taux annuel de croissance du PIB est passé de 4,2 % à 5,5 %, tandis que dans les seconds il progressait de 0,2 % à 3,3 %. Les PMA exportateurs de pétrole ont également bénéficié d'une forte croissance annuelle du PIB réel — 7,5 % — en 2000–2002, en grande partie grâce à l'Angola et au Soudan. Mais la croissance économique dans les PMA principalement exportateurs d'articles manufacturés et de services s'est ralentie, tombant de 5,2 % par an en 1998-2000 à 4,2 % par an en 2000-2002 (voir le tableau 3).

L'amélioration dans les PMA exportateurs de produits de base hors combustibles sur la période 2000-2002 est un aspect notable des récentes tendances économiques, mais reste à savoir quelle en est la viabilité à long terme. De nombreux PMA ont dans le passé souffert d'une instabilité de leur croissance. De plus, dans les années 90, la croissance du PIB réel a été plus de cinq fois plus instable dans les PMA africains que dans les PMA asiatiques, et de deux à trois fois plus instable dans les PMA dépendant de l'agriculture que dans les PMA exportateurs d'articles manufacturés et de services. Les taux de croissance dans les PMA exportateurs de minéraux étaient de trois à quatre fois plus instables que ceux des PMA exportateurs d'articles manufacturés et de services, tandis qu'ils étaient d'environ cinq fois plus instables dans les PMA exportateurs de pétrole (voir le tableau 3).

Sur la période 2000–2002, sept PMA seulement ont atteint l'objectif de croissance du PIB de 7 % fixé dans le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001–2010.

Les PMA africains ont enregistré une croissance plus rapide que les PMA asiatiques et insulaires en 2000–2002.

TABLEAU 2. TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL ET DU PIB RÉEL PAR HABITANT DANS LES PMA, PAR PAYS, 1998–2000 ET 2000–2002

(Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage)

	Taux de croissance du PIB réel		Taux de croissance du PIB réel par habitant	
	1998–2000	2000–2002	1998–2000	2000–2002
Pays à croissance rapide				
Mozambique	4,5	11,8	2,3	9,5
Angola	3,2	9,9	0,3	6,8
Érythrée	-5,9	9,5	-8,5	6,7
Tchad	0,8	9,7	-1,9	6,6
Soudan	6,3	8,7	4,3	6,5
Rwanda	6,8	8,0	3,8	5,0
Bhoutan	7,0	7,3	3,9	4,4
Éthiopie	5,3	6,4	2,7	4,0
Sierra Leone	-2,3	5,8	-4,3	3,8
République-Unie de Tanzanie	4,3	5,8	1,9	3,5
Cambodge	6,3	5,4	4,0	3,4
Mali	5,2	5,5	2,8	3,1
Burkina Faso	4,0	5,6	1,5	3,1
Bangladesh	5,4	4,8	3,6	3,0
Pays à croissance modérée				
Rép. dém. pop. lao	6,6	5,3	4,1	2,9
Ouganda	5,5	5,5	2,7	2,8
Lesotho	2,7	3,9	1,3	2,6
Bénin	5,2	5,1	2,5	2,5
Samoa	4,7	3,7	3,8	2,5
Zambie	2,9	4,0	0,7	2,1
Libéria	21,6	4,7	18,3	2,1
Pays à croissance faible				
Mauritanie	4,6	4,9	1,1	1,8
Guinée	3,0	4,1	0,7	1,8
Niger	-1,0	5,0	-4,3	1,7
Sénégal	5,4	4,1	2,6	1,6
Burundi	-0,9	3,4	-2,8	1,5
République centrafricaine	2,9	2,8	1,4	1,3
CapVert	7,7	3,6	4,9	1,0
Sao Tomé-et-Principe	2,7	3,0	0,5	0,9
Maldives	6,0	2,9	3,5	0,6
Togo	0,2	2,8	-2,8	0,2
Comores	0,4	2,5	-2,1	0,0
Pays en régression				
Kiribati	0,2	2,2	-2,4	0,0
Yémen	4,3	3,0	1,4	-0,1
Gambie	6,0	2,6	2,7	-0,1
Népal	5,3	2,0	2,8	-0,3
Djibouti	1,5	1,6	-0,5	-0,3
Guinée équatoriale	28,6	0,8	25,2	-1,8
Malawi	2,9	0,1	0,7	-1,9
Rép. démocratique du Congo	-5,7	0,5	-8,3	-2,2
Vanuatu	0,1	-1,1	-2,7	-3,2
Haïti	1,7	-1,3	-0,4	-3,3
Guinée Bissau	7,6	-2,0	5,4	-4,1
Madagascar	4,7	-3,4	1,5	-6,1
Îles Salomon	-7,6	-7,0	-10,0	-9,6

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, données en ligne.

Note: Les pays sont classés par taux annuel moyen de croissance du PIB réel par habitant, 2000–2002. Le PIB réel est mesuré en dollars constants de 1995.

TABLEAU 3. TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DANS LES PMA CLASSÉS PAR SPÉCIALISATION DES EXPORTATIONS, 1998–2000 ET 2000–2002, ET ÉCART TYPE, 1991–1999

(En pourcentage)

	Taux annuel moyen de croissance (%)		Différence en point de % (b-a)	Écart type ^a 1991–1999 (point de %)
	1998–2000 (a)	2000–2002 (b)		
Exportateurs de produits primaires hors pétrole	2,9	4,9	1,9	2,5
<i>dont:</i>				
Exportateurs de denrées agricoles	4,2	5,5	1,3	2,3
Exportateurs de minéraux	0,2	3,3	3,0	3,1
Exportateurs de pétrole	5,4	7,5	2,1	4,7
Exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services	5,2	4,2	-0,9	0,9
Pays les moins avancés	4,4	4,9	0,5	1,9

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, données en ligne.

Note: Voir l'annexe au chapitre pour la classification des PMA par spécialisation des exportations.

a En tant que variable représentative de l'instabilité du taux annuel moyen de croissance du PIB réel.

En bref, les données sur le PIB des PMA indiquent qu'en moyenne les sous-groupes de PMA qui ont obtenu les meilleurs résultats en 2000–2002 et qui ont le plus contribué à l'accélération de la croissance de l'ensemble du groupe des PMA sont ceux qui, dans les années 90, accusaient la croissance la plus instable. À cet égard, les données agrégées sur l'évolution du PIB de l'ensemble des PMA pour la période 2000–2002, bien qu'extrêmement encourageantes, ne doivent pas conduire à des conclusions prématurées.

La durabilité de la croissance reste un élément fondamental de l'analyse des résultats économiques des PMA. À ce sujet, il est à noter qu'entre 2000 et 2002 le ratio formation brute de capital/PIB a augmenté dans trois quarts des 28 PMA pour lesquels des données sur l'investissement intérieur et l'épargne intérieure sont disponibles (tableau 4). Pour ce groupe de pays, le ratio formation brute de capital/PIB est passé de 20,2 % en 2000 (même niveau qu'en 1998) à 23 % en 2002. Mais seulement sept PMA (Burkina Faso, Érythrée, Guinée, Lesotho, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe et Tchad) ont dépassé l'objectif d'investissement de 25 % fixé dans le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001–2010 en 2002 (Nations Unies, 2001: par. 6). Entre 2000 et 2002, le taux moyen d'épargne intérieure des 28 PMA a progressé, mais modérément, passant de 4,4 % à 4,8 %. Le taux d'épargne est resté extrêmement faible dans la plupart des PMA, et il a même été négatif en 2002 dans sept PMA. La dépendance à l'égard du financement extérieur reste donc forte, et elle a même légèrement augmenté au cours de la période 2000–2002.

Enfin, il est à noter que les bons ou mauvais résultats économiques des différents PMA au cours de la période 2000–2002 ne sont pas liés à des conflits civils de la façon dont on pourrait s'y attendre. Autrement dit, les conflits ne sont pas toujours associés à une stagnation et à une régression. D'après la base de données Uppsala/PRIO sur les conflits armés, 15 PMA ont connu des conflits civils en 2000 et en 2001 et 12 en 2002¹. Mais six de ces pays (cinq pour les trois années ensemble) figuraient parmi les 14 PMA «à forte croissance» pour la période 2000–2002. Si l'on y ajoute le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie, qui n'était pas éteint en 2000, c'est la moitié des pays à forte croissance qui étaient touchés par des conflits au cours de cette période.

Cela ne signifie bien entendu pas qu'il faille sous-estimer les effets déstabilisateurs des conflits; l'économie de certains PMA où la croissance a diminué ou a été faible au cours de la période — notamment le Burundi, la

Les sous-groupes de PMA qui ont le plus contribué à l'accélération de la croissance de l'ensemble du groupe des PMA sont ceux qui, dans les années 90, accusaient la croissance la plus instable.

TABLEAU 4. FORMATION BRUTE DE CAPITAL ET ÉPARGNE INTÉRIEURE BRUTE DANS LES PMA, 1998–2002
(En pourcentage du PIB)

	Formation brute de capital			Épargne intérieure brute			Déficit de ressources intérieures ^a		
	1998	2000	2002	1998	2000	2002	1998	2000	2002
Bangladesh	21,6	23,0	24,0	16,7	17,8	19,4	4,9	5,2	4,7
Bénin	17,0	18,9	19,2	6,6	5,9	6,8	10,4	13,0	12,4
Burkina Faso	30,1	25,5	26,0	12,8	7,3	10,8	17,3	18,2	15,2
Burundi	8,8	9,1	7,9	-2,9	-5,7	-4,5	11,6	14,7	12,4
Comores	17,9	13,1	15,7	-4,7	-1,4	-0,3	22,6	14,5	16,0
Érythrée	36,9	35,7	46,7	-31,1	-28,4	-24,2	68,0	64,0	70,8
Éthiopie	17,2	15,3	20,2	7,7	-0,1	1,9	9,4	15,3	18,3
Gambie	18,4	17,0	19,0	2,8	2,7	3,8	15,6	14,3	15,2
Guinée	18,0	21,7	25,6	14,3	16,6	21,3	3,7	5,1	4,3
Lesotho	47,1	39,5	36,1	-27,0	-20,2	-5,8	74,1	59,7	42,0
Madagascar	14,8	15,0	11,8	7,0	7,7	5,9	7,8	7,3	5,8
Malawi	13,5	12,5	9,0	7,5	0,5	-16,0	6,0	12,1	24,9
Mauritanie	19,0	31,6	24,7	5,0	17,5	9,0	14,0	14,1	15,7
Mozambique	24,2	36,4	45,7	10,8	14,0	21,6	13,5	22,4	24,0
Népal	24,8	24,2	24,1	13,8	15,0	13,3	11,1	9,1	10,8
Niger	11,3	10,8	13,3	2,7	3,3	4,1	8,6	7,5	9,2
Ouganda	16,2	19,8	22,4	4,1	6,9	6,4	12,1	12,9	16,0
Rép. dém. du Congo	20,0	4,2	7,1	16,9	5,4	4,0	3,1	-1,2	3,1
République centrafricaine	13,5	10,8	14,4	5,3	7,8	9,9	8,2	3,1	4,5
République Unie de Tanzanie	13,8	17,6	17,4	-0,8	9,2	9,3	14,7	8,4	8,1
Rwanda	14,8	17,5	18,8	-2,8	1,4	1,9	17,6	16,1	17,0
Sao Tomé-et-Principe	35,8	43,5	44,0	-7,0	-3,6	-1,4	42,8	47,1	45,4
Sénégal	18,6	19,8	20,8	12,9	10,8	13,0	5,7	9,0	7,8
Sierra Leone	5,5	8,0	17,4	-1,7	-8,1	-8,8	7,2	16,1	26,2
Tchad	17,4	17,0	54,6	4,1	1,5	3,8	13,3	15,5	50,8
Togo	20,8	20,9	21,7	5,5	4,1	4,7	15,3	16,8	17,0
Yémen	32,1	17,6	18,6	11,5	28,3	21,8	20,6	-10,7	-3,2
Zambie	16,4	18,7	18,0	3,9	8,3	2,4	12,5	10,4	15,6
PMA^b	20,2	20,2	23,0	3,3	4,4	4,8	16,9	15,7	18,2

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, données en ligne.

a Formation brute de capital en pourcentage du PIB moins épargne intérieure brute en pourcentage du PIB.

b Simple moyenne des 28 PMA pour lesquels des données étaient disponibles pour la période 1998–2002.

République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Guinée, le Népal et le Sénégal — a souffert des conflits civils. Il ne faut pas non plus minimiser les incidences des conflits civils sur le développement des PMA; en 2002, 12 des 20 conflits civils touchant l'ensemble des pays en développement (soit 60 %) s'étaient produits dans des PMA. Toutefois, cela montre que le lien entre résultats économiques et conflits civils est complexe, en particulier dans les pays qui ont déjà une expérience des conflits et dans lesquels les conflits sont localisés dans des régions déterminées du pays. Cette question sera examinée plus en détail à propos des liens entre commerce et pauvreté dans la deuxième partie du rapport.

B. Commerce extérieur

Le taux de croissance des exportations de marchandises des PMA en tant que groupe s'est ralenti en 2000–2002, après la forte progression enregistrée au cours de la période 1998–2000. Les écarts entre PMA pour ce qui est des résultats à l'exportation se sont maintenus. Les PMA exportateurs d'articles manufacturés ont enregistré la croissance la plus régulière. Les exportations de

marchandises des PMA exportateurs de denrées de base agricoles ont également repris après la baisse observée en 1998-2000. Mais cette progression s'est appuyée sur l'amélioration des résultats d'un tout petit nombre de pays, et la hausse pour l'ensemble des exportateurs de denrées agricoles en 2000-2002 n'a pas été suffisante pour compenser le recul de la période 1998-2000. L'instabilité des prix mondiaux a continué d'influer fortement sur les résultats à l'exportation de tous les PMA exportateurs de produits primaires.

D'après les statistiques de la CNUCED, les exportations de marchandises des PMA en tant que groupe sont passées de 26,1 milliards de dollars en 1998 à un niveau record de 37,8 milliards de dollars en 2002 (voir le tableau 5). En valeur nominale, cela représente une hausse de 44,5 %. Par comparaison, les exportations de marchandises ont augmenté de 15,3 % dans les autres pays en développement (moins la Chine) entre 1998 et 2002².

Lorsque l'on interprète ces chiffres, il est important de ne pas oublier que quelques pays seulement assurent une grande partie des exportations totales des PMA et que les résultats à l'exportation varient considérablement selon les pays. Les écarts sont étroitement liés à la nature des produits exportés (voir l'annexe au présent chapitre pour une classification par spécialisation des exportations). Pour la période 1998-2002, si les exportations des PMA en tant que groupe ont bénéficié d'une croissance spectaculaire, les exportations de marchandises ont diminué de 6 % en valeur nominale dans les PMA exportateurs de denrées agricoles et de 16,6 % dans les PMA exportateurs de minéraux. Les exportations de marchandises des PMA exportateurs d'articles manufacturés et de services ont progressé de 43 % et celles des PMA exportateurs de pétrole de 134,4 %.

Les exportations de marchandises des PMA en tant que groupe sont passées de 26,1 milliards de dollars en 1998 à un niveau record de 37,8 milliards de dollars en 2002. En valeur nominale, cela représente une hausse de 44,5%.

TABLEAU 5. COMMERCE DE MARCHANDISES DES PMA:
EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE, 1998-2002

	1998	2000	2001	2002	1998-2002	1998-2000	2000-2002
	(\$, en millions)				(Variation en pourcentage) ^a		
Exportations de marchandises							
PMA	26 140	35 737	35 755	37 780	44,5	36,7	5,7
<i>dont:</i>							
Exportateurs de produits primaires hors pétrole	9 653	7 763	8 547	8 648	-10,4	-19,6	11,4
Exportateurs de denrées agricoles	5 646	4 714	5 025	5 305	-6,0	-16,5	12,5
Exportateurs de minéraux	4 007	3 049	3 522	3 343	-16,6	-23,9	9,6
Exportateurs de pétrole	6 076	14 904	13 040	14 242	134,4	145,3	-4,4
Exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services	10 411	13 070	14 168	14 890	43,0	25,5	13,9
Importations de marchandises							
PMA	38 860	41 504	43 863	43 494	11,9	6,8	4,8
<i>dont:</i>							
Exportateurs de produits primaires hors pétrole	13 977	13 189	14 784	14 281	2,2	-5,6	8,3
Exportateurs de denrées agricoles	10 128	9 600	10 903	10 388	2,6	-5,2	8,2
Exportateurs de minéraux	3 849	3 589	3 881	3 893	1,1	-6,8	8,5
Exportateurs de pétrole	6 488	7 368	7 787	9 316	43,6	13,6	26,4
Exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services	18 395	20 947	21 292	19 897	8,2	13,9	-5,0
Balance commerciale							
PMA	-12 720	-5 767	-8 108	-5 714	-55,1	-54,7	-0,9
<i>dont:</i>							
Exportateurs de produits primaires hors pétrole	-4 324	-5 426	-6 237	-5 633	30,3	25,5	3,8
Exportateurs de denrées agricoles	-4 482	-4 886	-5 878	-5 083	13,4	9,0	4,0
Exportateurs de minéraux	158	-540	-359	-550	-448,1	-441,8	1,9
Exportateurs de pétrole	-412	7 536	5 253	4 926	-1 295,6	-1 929,1	-34,6
Exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services	-7 984	-7 877	-7 124	-5 007	-37,3	-1,3	-36,4

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CNUCED, *Manuel de statistiques 2003*.
a Variation en pourcentage des valeurs du commerce entre l'année initiale et l'année finale.

Sur la période 2000–2002, 56 % des exportations totales de marchandises du groupe provenaient de cinq PMA seulement.

Les écarts entre PMA ressortent du fait que la valeur nominale des exportations a diminué entre 2000 et 2002 dans 23 PMA.

Les tendances et l'instabilité des prix mondiaux des produits de base restent d'importants facteurs déterminants des résultats économiques et commerciaux des PMA, en particulier des PMA tributaires de produits primaires.

On observe également un fort contraste entre la période 1998–2000 et la période 2000–2002. Les exportations de marchandises des PMA ont progressé de 36,7 % entre 1998 et 2000, mais ensuite de seulement 5,7 % entre 2000 et 2002. L'expansion rapide du commerce à la fin des années 90 a été alimentée par les exportateurs de pétrole, dont les exportations ont plus que doublé en valeur entre 1998 et 2000. Cette hausse rapide des exportations de pétrole a principalement correspondu à l'accroissement des prix mondiaux du pétrole et au démarrage de la production pétrolière du Soudan. Les exportations de marchandises des PMA exportateurs d'articles manufacturés et de services ont augmenté de 25,5 % entre ces mêmes années, mais celles des exportateurs de produits primaires hors combustibles se sont contractées de 19,6 %. Les impressionnants résultats à l'exportation des PMA exportateurs de pétrole ont été suivis d'une légère contraction en 2000–2002. Les exportations de marchandises des PMA exportateurs d'articles manufacturés et de services ont continué de progresser, mais à la moitié du taux enregistré en 1998–2000, tandis que les exportations des PMA exportateurs de produits primaires hors combustibles se redressaient notablement. La hausse de 11,4 % entre 2000 et 2002 n'a cependant pas été suffisante pour ramener les exportations à leur niveau de 1998.

Pour ce qui est de la période 2000–2002, la concentration des exportations parmi les PMA est illustrée par le fait que 56 % des exportations totales de marchandises provenaient de cinq PMA seulement, à savoir l'Angola, le Bangladesh, la Guinée équatoriale, le Soudan et le Yémen. Quatre sont des exportateurs de pétrole, et le Bangladesh est la première puissance économique du groupe des PMA.

Les écarts entre PMA ressortent du fait que la valeur nominale des exportations a diminué entre 2000 et 2002 dans 23 PMA. Sur les 20 PMA dont les principales exportations sont des produits agricoles, les exportations totales de marchandises ont diminué dans 11 pays. Parmi les exportateurs de denrées agricoles dont les recettes d'exportation se sont détériorées en valeur nominale figuraient le Burundi, l'Érythrée, l'Éthiopie et la Guinée-Bissau. En revanche, le Burkina Faso, Kiribati, le Malawi, le Mali, la République-Unie de Tanzanie et le Togo ont vu leurs exportations augmenter d'au moins 6 % par an en valeur nominale entre 2000 et 2002. Parmi les 18 PMA dont les principales exportations sont une combinaison d'articles manufacturés et de services, la valeur nominale des exportations de marchandises a diminué entre 2000 et 2002 dans sept pays seulement — Bangladesh, Gambie, Haïti, Madagascar, Népal, République démocratique populaire lao et Vanuatu.

Les données relatives à la balance commerciale indiquent que le déficit commercial agrégé des PMA s'est amélioré de 55,1 % entre 1998 et 2002. Cette amélioration s'est toutefois essentiellement produite entre 1998 et 2000 et a principalement été due au spectaculaire dynamisme des exportations des PMA exportateurs de pétrole. Le déficit commercial moyen a augmenté de 30,3 % dans les PMA exportateurs de produits primaires hors combustibles entre 1998 et 2002, et ces mêmes pays ont également accusé la plus faible croissance des importations (en valeur nominale) sur la même période. Le déficit commercial des PMA exportateurs d'articles manufacturés et de services s'est réduit de 37,3 % sur la même période.

Les tendances et l'instabilité des prix mondiaux des produits de base restent d'importants facteurs déterminants des résultats économiques et commerciaux des PMA, en particulier des PMA tributaires de produits primaires. Les données de la CNUCED sur les prix mondiaux des produits primaires importants

pour les PMA indiquent un raffermissement des prix du cacao et de la farine de poisson entre 2000 et 2002 (voir le tableau 6), mais une forte diminution dans les cas de l'aluminium, du café, du cuivre, du coton, du sucre, du thé et, dans une moindre mesure, du tabac. Les prix mondiaux du pétrole sont restés relativement élevés, mais très fluctuants.

TABLEAU 6. INDICES DES PRIX DE CERTAINS PRODUITS PRIMAIRES IMPORTANTS POUR LES PMA
(1997 = 100)

	1997	2000	2001	2002	Écart type ^a 1980–2002
Produits alimentaires et assimilés	100	69	69	67	16
Café (Arabicas)	100	46	33	33	20
Café (Robustas)	100	53	35	38	48
Cacao	100	55	67	110	29
Thé	100	104	83	75	13
Sucre	100	72	76	61	44
Farine de poisson	100	68	80	100	16
Matières premières agricoles	100	82	80	74	13
Coton	100	75	61	58	19
Bois non conifères	100	97	95	100	19
Tabac	100	85	85	78	11
Minéraux, minerais et métaux	100	92	83	81	15
Aluminium	100	97	90	84	21
Minerai de fer	100	96	100	99	8
Cuivre, qualité A	100	80	69	68	21
Cuivre, barres à fil	100	83	72	71	21
Or	100	84	82	94	23
<i>Pour mémoire: pétrole brut</i>	100	147	128	130	35

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CNUCED, *Bulletin des prix des produits de base*, diverses livraisons.

a En tant que variable représentative de l'instabilité des indices de prix.

C. Financement extérieur

1. SITUATION GÉNÉRALE

En valeur nominale, après un creux en 2000, le total des flux nets de ressources vers les PMA en tant que groupe a sensiblement augmenté en 2001 et 2002. Cette hausse a été alimentée par des apports nets d'IED en 2001 et par des dons en 2002. De ce fait, les transferts nets agrégés vers les PMA en tant que groupe ont augmenté de plus de 43 % entre 2000 et 2002. Mais les rapatriements de bénéfices sont beaucoup plus élevés qu'ils ne l'étaient dans la seconde moitié des années 90, et le problème de la dette multilatérale, que l'initiative PPTE était censée régler, risque de se reposer avec acuité.

D'après les dernières estimations de la Banque mondiale³, les flux agrégés nets de ressources vers les PMA ont atteint le niveau record de 16,7 milliards de dollars en 2002, contre 12,4 milliards en 2000, année qui représentait aussi un point bas historique depuis 1990 (voir le tableau 7). Ils ont augmenté de 3,2 milliards de dollars entre 2000 et 2001, et de 1,1 milliard de dollars entre 2001 et 2002.

En 2001, le moteur de cette forte progression des apports financiers à long terme dans les PMA a été une hausse de 2 milliards de dollars des entrées d'IED, qui avaient précédemment diminué de 2,3 milliards de dollars entre

En valeur nominale, après un creux en 2000, le total des flux nets de ressources vers les PMA en tant que groupe a sensiblement augmenté en 2001 et 2002... et ont atteint le niveau record de 16,7 milliards de dollars en 2002, contre 12,4 milliards en 2000.

TABLEAU 7. ENTRÉES NETTES DE CAPITAUX À LONG TERME DANS LES PMA, PAR TYPE DE FLUX, ET TOTAL DES TRANSFERTS NETS, 1990–1994, 1995–1999, 2000, 2001 ET 2002

(\$, en millions)

	1990–1994 (Moyenne annuelle)	1995–1999	2000	2001	2002
Total des flux nets de ressources	14 249,4	13 488,3	12 368,3	15 611,0	16 739,0
Flux nets de ressources publiques	12 616,7	9 869,8	9 168,9	9 771,3	11 634,5
Dons, hors coopération technique	9 005,8	7 413,6	7 331,0	7 235,2	8 811,1
Flux de la dette publique	3 611,1	2 456,2	1 838,1	2 536,4	2 822,8
Bilatérale	578,9	-245,5	-589,7	-372,0	-362,1
à des conditions de faveur	635,3	-162,2	-485,0	-373,2	-302,8
Multilatérale	3 032,2	2 701,7	2 427,8	2 908,4	3 184,9
à des conditions de faveur	3 052,2	2 818,1	2 547,4	3 005,7	3 398,1
Flux nets de ressources privées	1 632,7	3 618,6	3 199,4	5 839,7	5 104,5
Investissements étrangers directs	1 262,9	3 525,5	3 564,9	5 608,2	5 160,8
Investissements de portefeuille	28,9	-10,7	3,9	-1,7	-
Flux de la dette privée	341,0	103,8	-369,4	233,2	-56,3
non garantie	-18,2	-10,9	-49,4	49,2	-51,2
assortie d'une garantie publique	359,2	114,7	-320,0	184,0	-5,1
Total des transferts nets	12 090,1	10 765,7	8 753,0	11 867,58	12 534,11
Paiements au titre des intérêts sur la dette à long terme	1 071,1	1 170,1	977,0	814,9	1 134,6
Rapatriements de bénéficiaires provenant des IED	1 088,3	1 552,6	2 638,2	2 928,7	3 070,4
<i>Pour mémoire:</i>					
FMI, flux nets	-137,1	179,0	0,6	240,4	448,1
FMI, flux nets assortis de conditions de faveur	-448,1	-142,8	-57,7	-125,7	-149,1
FMI, flux nets non assortis de conditions de faveur	311,0	321,8	58,3	366,0	597,2
Annulation ou réduction de dettes	-1 370,2	-2 713,3	-916,1	-3 300,0	-3 301,6

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Global Development Finance 2003*, données en ligne.

Note: Aucune donnée n'était disponible pour l'Afghanistan, Kiribati et Tuvalu.

1999 et 2000. Ainsi, 63 % des flux financiers à long terme additionnels vers les PMA en 2001 ont été attribuables à une reprise des apports d'IED. Si les flux nets de ressources privées vers les PMA ont augmenté de 82,5 % entre 2000 et 2001, les flux nets de ressources publiques n'ont augmenté que de 6,6 %, les dons diminuant en fait de 1,3 %. Mais l'impressionnante progression des flux nets de ressources privées ne s'est pas maintenue en 2002. Les apports d'IED ont diminué ainsi que, dans une moindre mesure, les flux de la dette privée, qui pour la majorité des PMA restent infimes ou négatifs. Les flux nets de ressources publiques ont quant à eux augmenté de 19,1 % entre 2001 et 2002, en raison d'une hausse de 21,8 % des dons, pour une valeur de 1,6 milliards de dollars, et d'une hausse de 11,3 % des flux de la dette publique, sous l'effet d'un accroissement des prêts multilatéraux à des conditions de faveur.

Ces différentes tendances concernant la composition des flux nets de ressources en 2001 et 2002 font que la structure des apports financiers à long terme dans les PMA est restée relativement stable. Entre 1997-1999 et 2000-2002, la part des flux financiers publics a légèrement augmenté, passant de 66 à 69 % de l'ensemble des flux nets de ressources, tandis que la part des flux nets de ressources privées diminuait légèrement, de 34 à 31 %. Les IED restent le principal élément des flux nets de ressources privées, les flux d'investissements de portefeuille demeurant négligeables dans la plupart des PMA.

Il est également à noter que si la part des IED dans le total des flux nets de ressources vers les PMA est restée constante entre 1997-1999 et 2000-2002 (à 32 %), la part des rapatriements de bénéfices provenant des IED dans les transferts nets agrégés a très fortement augmenté, passant de 14,2 % en 1997-1999 à plus de 26,4 % en 2000-2002⁴. Cela s'explique principalement par les IED dans les PMA exportateurs de pétrole. Si l'on ne tient pas compte de ces PMA, la part des rapatriements de bénéfices provenant des IED dans les transferts nets agrégés est passée de 5,7 % en 1997-1999 à 8,3 % en 2000-2002. Sur la période 1990-1999, le pourcentage était d'environ 12 % pour l'ensemble du groupe des PMA et de 4,8 % pour les PMA non exportateurs de pétrole. L'accroissement des rapatriements de bénéfices provenant des IED constitue néanmoins un fait marquant. Par rapport aux dons, cela signifie qu'en moyenne, pour la période 2000-2002, 37 % des montants reçus sous la forme de dons par le groupe des PMA (12 % des montants reçus par les PMA non exportateurs de pétrole) ont été sortis des pays sous la forme de rapatriements de bénéfices provenant des IED. Dans les années 90, les chiffres étaient de 17 % pour le groupe des PMA (6,9 % pour le groupe des PMA non exportateurs de pétrole). En 2000-2002, la somme des paiements dus au titre des intérêts sur la dette à long terme et des rapatriements de bénéfices provenant des IED a représenté 50 % des dons (non compris la coopération technique) versés aux PMA et 23 % des dons versés aux PMA non exportateurs de pétrole.

Les tendances récentes des flux agrégés de ressources nettes montrent que les PMA ont reçu une part croissante de l'ensemble des flux de ressources nettes destinés à l'ensemble des pays en développement (voir le tableau 8). La part des PMA dans les flux financiers à long terme est ainsi passée de 4,8 % en 1997-1999 à 7,6 % en 2000-2002, et la hausse a été particulièrement marquée dans le cas des flux de la dette multilatérale où la part des PMA est passée de 13,5 % à 31,1 %. En comparaison, leur part dans les versements de dons à l'ensemble des pays en développement n'a que légèrement augmenté, passant de 26 % en 1997-1999 à 26,6 % en 2000-2002. Pour ce qui est des flux financiers privés, la part des PMA est passée de 1,9 % à 2,8 % pour les périodes considérées.

L'accroissement de la part des PMA dans les flux de la dette multilatérale correspond à une forte diminution (de 14,7 milliards de dollars) de ces flux vers les autres pays en développement entre 2001 et 2002. La hausse de la part des PMA dans les flux de capitaux privés est principalement attribuable à une forte progression des entrées d'IED en 2001 et au fait qu'entre 2001 et 2002 les IED ont diminué plus lentement dans ces pays (-8 % en valeur nominale) que dans les autres pays en développement (-15,6 %).

L'accroissement des rapatriements de bénéfices provenant des IED constitue un fait marquant.

En 2000-2002, la somme des paiements dus au titre des intérêts sur la dette à long terme et des rapatriements de bénéfices provenant des IED a représenté 50 % des dons (non compris la coopération technique) versés aux PMA et 23 % des dons versés aux PMA non exportateurs de pétrole.

La hausse de la part des PMA dans les flux de la dette multilatérale a été particulièrement marquée. En comparaison, leur part dans les versements de dons à l'ensemble des pays en développement n'a que légèrement augmenté.

TABLEAU 8. PART DES PMA DANS LES FLUX FINANCIERS VERS L'ENSEMBLE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, PAR TYPE DE FLUX, 1990-1996, 1997-1999, 2000-2002

(En pourcentage)

	1990-1996	1997-1999	2000-2002	2000	2001	2002
	Moyenne de période					
Total des flux nets de ressources	7,5	4,7	7,4	5,7	7,5	9,5
Flux nets de ressources publiques	24,2	21,8	34,0	27,4	27,7	54,9
Dons, hors coopération technique	29,2	26,0	26,6	25,5	25,9	28,2
Flux nets de ressources privées	1,3	1,9	2,8	1,8	3,4	3,3
Investissements étrangers directs, entrées nettes	2,1	2,6	2,9	2,2	3,2	3,5

Source et note: Voir le tableau 7.

2. TENDANCES DES FLUX D'AIDE

En valeur réelle, les flux d'aide ont augmenté en moyenne de 13,4 % par an au cours de la période 1999–2002.

Toutefois, en valeur réelle par habitant, en 2002 ces flux restaient de 16,7 % inférieurs à leur niveau du début des années 90.

Depuis 2000, la communauté des donateurs a tendance à concentrer son aide sur les PMA.

Les statistiques établies par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE fournissent un tableau détaillé des flux d'aide vers les PMA. Elles montrent que, en valeur nominale et en valeur réelle, les flux nets d'APD vers les PMA ont augmenté en 2002 pour la troisième année consécutive. En 1999, les apports d'aide se chiffraient à 19,1 dollars par habitant (en dollars courants), soit le plus bas niveau des années 90. En 2002, le chiffre était de 25,1 dollars par habitant (voir le tableau 9).

En valeur réelle, les flux d'aide ont augmenté en moyenne de 13,4 % par an au cours de la période 1999–2002. Si l'on exclut l'Afghanistan, important bénéficiaire en 2002, la hausse reste impressionnante avec 11 % par an. Cela porte le niveau des flux nets d'APD vers les PMA en 2002, en valeur réelle, à un niveau presque comparable à celui du début des années 90. Toutefois, en valeur réelle par habitant, ces flux restaient de 16,7 % inférieurs à leur niveau du début des années 90 (23,9 dollars en 2002, contre 28,7 dollars en 1990–1994).

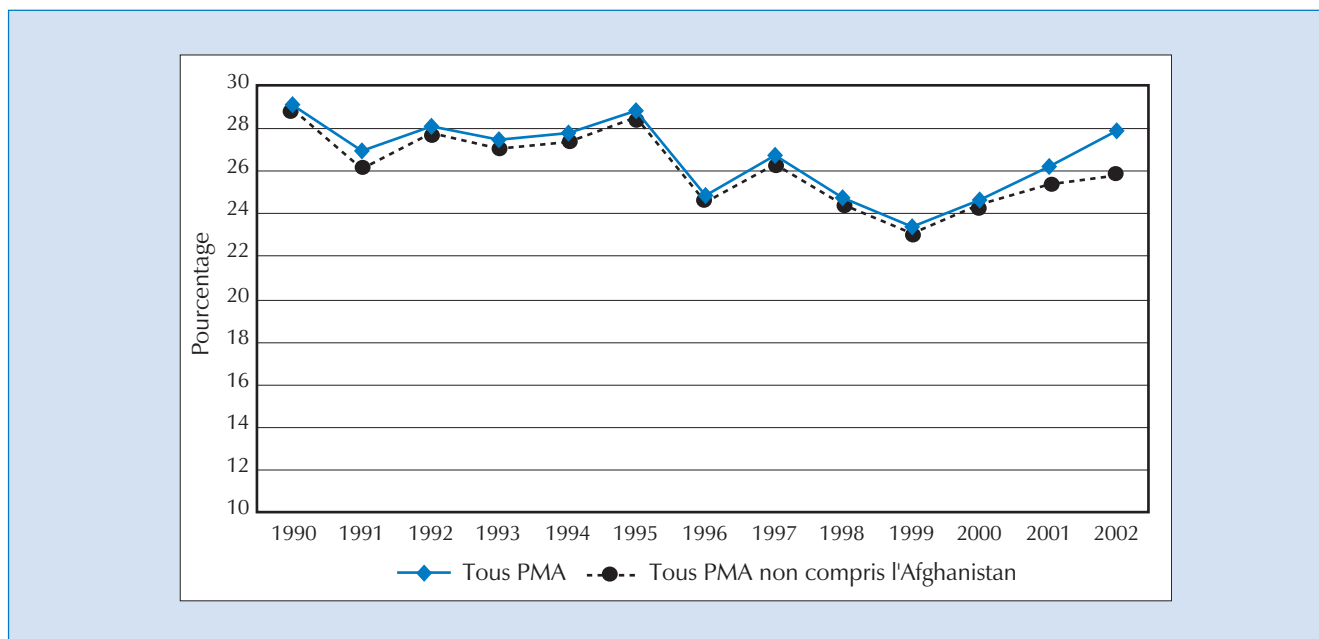
Depuis 2000, la communauté des donateurs a tendance à concentrer son aide sur les PMA (voir le graphique 2). En 2002, ces pays ont reçu 27,9 % du total des versements d'APD, contre 23,4 % en 1999. En outre, au sein du groupe des PMA, les flux d'aide sont également de plus en plus concentrés. Ils ont diminué dans 13 PMA au cours de la période 1999–2002 (voir le tableau 10) et ont augmenté d'au moins 20 % par an dans 16 autres PMA. Si l'on exclut ces derniers, on observe que les flux d'aide en valeur réelle par habitant dans les PMA ont augmenté de seulement 1,8 % par an au cours de la période 1999–2002.

TABLEAU 9. APPORTS NETS D'APD AUX PMA PROVENANT DE L'ENSEMBLE DES DONATEURS, 1990–1994, 1995–1999, 2000, 2001 ET 2002

	1990–1994	1995–1999	2000	2001	2002
	<i>Moyenne annuelle</i>				
APD nette (millions de dollars courants)					
PMA	16 578,9	13 878,6	12 449,6	13 633,0	17 282,2
dont:					
Afghanistan	259,6	184,8	140,9	408,2	1 285,0
Autres PMA	16 319,3	13 693,8	12 308,7	13 224,8	15 997,2
APD nette par habitant (dollars courants)					
PMA	30,5	22,7	18,9	20,2	25,1
dont:					
Afghanistan	13,7	7,8	5,3	15,0	46,0
Autres PMA	31,1	23,3	19,5	20,4	24,2
APD nette (prix de 2001, millions de dollars)					
PMA	15 590,9	12 055,3	12 086,8	13 633,0	16 477,6
dont:					
Afghanistan	257,7	158,9	137,8	408,2	1 224,3
Autres PMA	15 333,2	11 896,4	11 949,0	13 224,8	15 253,2
APD nette par habitant (prix de 2001, dollars)					
PMA	28,7	19,7	18,3	20,2	23,9
dont:					
Afghanistan	13,6	6,7	5,2	15,0	43,8
Autres PMA	29,3	20,2	18,9	20,4	23,1

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après OCDE, *International Development Statistics*, données en ligne du CAD de l'OCDE.

GRAPHIQUE 2. PART DES VERSEMENTS D'APD AUX PMA DANS LE TOTAL DES VERSEMENTS D'APD À DES PAYS BÉNÉFICIAIRES, 1990–2002



Source: Voir le tableau 9.

TABLEAU 10. CROISSANCE DE L'APD EN VALEUR RÉELLE PAR AN DANS LES PMA, PAR PAYS, 1999–2002

Moins de 2,5 %		Entre 2,5 % et 15 %		Plus de 15 %	
Libéria	-20,7	Maldives	2,6	Yémen	15,1
République centrafricaine	-16,9	Ouganda	3,1	Myanmar	18,3
Haïti	-15,9	Angola	3,3	Niger	20,0
Îles Salomon	-12,1	Népal	3,7	Mauritanie	20,9
Togo	-11,9	Bénin	4,2	Comores	21,0
CapVert	-11,3	Madagascar	4,5	Érythrée	21,0
Vanuatu	-9,9	Bhoutan	7,0	Somalie	22,2
Bangladesh	-7,9	Burkina Faso	8,9	Cambodge	22,3
Zambie	-5,6	Soudan	9,9	Gambie	22,8
Malawi	-4,5	Guinée	10,0	Samoa	26,0
Guinée équatoriale	-4,2	Mali	10,3	Éthiopie	31,3
Sénégal	-3,0	Répub. Unie de Tanzanie	10,8	Burundi	34,2
Rwanda	-1,1	Tchad	12,5	Tuvalu	34,2
Rép. dém. pop. lao	0,0			Mozambique	34,8
Kiribati	0,1			Lesotho	38,5
Sao Tomé et Príncipe	0,3			Sierra Leone	71,0
Djibouti	1,9			Répub. dém. du Congo	81,2
Guinée-Bissau	2,1			Afghanistan	116,7

Source: Voir le tableau 9.

Ventilées en versements de dons et autres versements, les données de l'OCDE montrent que les dons en valeur réelle dans les PMA ont représenté 82 % des flux nets d'aide en 1999–2002 et ont augmenté de 10,6 % par an en moyenne au cours de ces années (7,8 % si l'on exclut l'Afghanistan). Les prêts aux PMA, qui sont pour l'essentiel des prêts multilatéraux à des conditions de faveur, ont augmenté au rythme de 27,2 % par an entre 1999 et 2002, situation qui doit être suivie de près car elle implique un alourdissement des obligations au titre du service de la dette multilatérale.

En 1999–2002, les dons ont augmenté de 10,6 % par an en valeur réelle et les prêts aux PMA ont augmenté au rythme de 27,2 % par an.

Il est possible d'avoir une idée de la répartition sectorielle de l'aide en faisant appel aux données du CAD de l'OCDE concernant les engagements d'APD. Ces données montrent clairement que les engagements d'aide bilatérale des donateurs du CAD, soit 58 % environ du total des engagements d'APD en faveur des PMA en 2000–2002, et les engagements d'aide multilatérale sont de plus en plus concentrés sur les infrastructures sociales et les services sociaux, au détriment toutefois des infrastructures économiques (voir le tableau 11). Entre 1994–1996 et 2000–2002, la part des engagements d'APD des institutions multilatérales consacrées aux infrastructures économiques est tombée de 23,3 % à 19,6 %, tandis que la part des engagements en faveur des infrastructures et des services sociaux passait de 28,8 % à 36 %. Les engagements d'APD bilatérale en faveur des infrastructures et services sociaux dans les PMA ont augmenté en valeur réelle de 19 % par an en moyenne en 2000–2002, tandis que les engagements en faveur des infrastructures économiques diminuaient de 20,3 % par an en moyenne sur la même période. De même, la part des engagements d'APD de l'ensemble des donateurs en faveur du secteur productif est tombée de 12,8 % en 1994–1996 à 7,5 % en 2000–2002. Il convient d'examiner de près les incidences négatives que pourrait avoir sur le potentiel et les perspectives de développement des PMA, y compris leur capacité de réduire leur niveau de dépendance à l'égard de l'aide à long terme, cette diminution de la part des secteurs productifs.

L'aide d'urgence reste un important élément de l'aide fournie aux PMA, et entre 1999 et 2002 le total des engagements en la matière a plus que doublé, ce qui a constitué une forte hausse par rapport à une tendance déjà croissante. Les engagements d'APD envers les PMA en aide d'urgence ont augmenté de 28,2 % par an pour la période 1999–2002, contre 15,6 % par an sur la période 1990–1996. De 6,1 % du total des engagements d'APD en faveur des PMA en 1997–1999, la part de l'aide d'urgence a atteint 10,6 % en 2002. Au niveau des engagements d'APD bilatérale pour la période 2000–2002, la part de l'aide d'urgence (11,5 %) a même dépassé celle de l'aide consacrée aux infrastructures économiques (8,6 %). Entre 2000 et 2002, les donateurs ont consacré une partie de l'APD à une aide d'urgence dans tous les PMA sauf trois — Samoa, Sao Tomé-et-Principe et Tuvalu.

TABLEAU 11. ENGAGEMENTS BILATÉRAUX CAD ET MULTILATÉRAUX D'APD EN FAVEUR DES PMA, PAR SECTEUR, 1994–1996, 1997–1999 ET 2000–2002
(Moyennes annuelles, en pourcentage)

Secteur	Engagements bilatéraux CAD d'APD, par secteur			Engagements multilatéraux d'APD, par secteur		
	1994– 1996	1997– 1999	2000– 2002	1994– 1996	1997– 1999	2000– 2002
Infrastructure sociale et services sociaux	29,9	34,2	35,1	28,8	28,8	36,0
Infrastructure économique, secteurs productifs et programmes multisectoriels	36,6	28,5	22,6	46,9	49,9	35,4
Aide en nature/aide-programme	10,5	9,2	13,9	18,8	13,4	22,8
Mesures relatives à la dette	14,3	18,8	15,2	-	-	0,5
Aide d'urgence	6,8	7,1	11,5	4,3	4,7	4,2
Autres	1,8	2,1	1,7	1,2	3,1	1,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après OCDE, *International Development Statistics*, données en ligne du CAD de l'OCDE.

3. TENDANCES DES FLUX D'IED

La base de données de la CNUCED sur les IED et les sociétés transnationales montre qu'après avoir fortement augmenté en 2001, les flux d'IED vers les PMA ont légèrement diminué en 2002 — 5,2 milliards de dollars cette année-là, contre 5,6 milliards en 2001, en valeur nominale.

Les flux d'IED restent extrêmement concentrés (voir le tableau 12). Les quatre PMA exportateurs de pétrole — Angola, Guinée équatoriale, Soudan et Yémen — ont absorbé 45,5 % du total des apports d'IED en 2002. Si l'on ajoute le Tchad, qui se dote actuellement d'une infrastructure d'exportation de pétrole, ce sont cinq pays qui ont reçu 62,7 % du total la même année. Les 10 premiers bénéficiaires d'IED (Angola, Tchad, Soudan, Mozambique, Guinée équatoriale, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Zambie, Myanmar et Mali) ont absorbé 87,3 % du total des flux d'IED vers les PMA en 2002. Si l'on exclut ces 10 pays, les flux d'IED vers les 39 PMA restants ont en fait diminué, passant de 766,1 millions de dollars en 2001 à 665,6 millions en 2002. Parmi les 10 premiers pays, les apports d'IED ont aussi en fait diminué entre 2001 et 2002 dans cinq pays (Angola, Guinée équatoriale, République-Unie de Tanzanie, Myanmar et Mali).

Au niveau régional, les données indiquent une diminution des apports d'IED en 2002 dans les PMA africains et dans les PMA asiatiques. En fait, ces flux ont diminué dans tous les PMA asiatiques entre 2001 et 2002, à l'exception de la République démocratique populaire lao, où ils ont augmenté de 1,5 million de dollars seulement, et au Bhoutan, où ils ont stagné. En Afrique, la hausse massive des flux d'IED vers le Tchad en 2002 (quelque 900,7 millions de dollars) n'a pas été suffisante pour compenser le recul régional. Mais la diminution des flux d'IED a été plus de deux fois plus rapide dans les PMA asiatiques que dans les PMA africains: 44,5 % de baisse en 2002 pour les premiers, contre 20,6 % pour les seconds, Tchad exclu (voir le tableau 13).

Après avoir fortement augmenté en 2001, les flux d'IED vers les PMA ont légèrement diminué en 2002.

Les 10 premiers bénéficiaires d'IED ont absorbé 87,3 % du total des flux d'IED vers les PMA en 2002.

TABLEAU 12. ENTRÉES D'IED DANS LES PMA, PAR GROUPE, 1995–1999, 2000, 2001 ET 2002

	1995–1999	2000	2001	2002
En millions de dollars				
Total PMA	3 570,3	3 427,3	5 628,5	5 231,8
Dix premiers PMA bénéficiaires	2 649,4	2 762,7	4 862,4	4 566,2
Reste des PMA	921,0	664,6	766,1	665,6
PMA exportateurs de pétrole ^a	1 087,9	1 385,0	3 800,0	2 380,8
En pourcentage				
Part des 10 premiers PMA bénéficiaires	74,2	80,6	86,4	87,3
Reste des PMA	25,8	19,4	13,6	12,7
Part des PMA exportateurs de pétrole ^a	30,5	40,4	67,5	45,5

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après CNUCED, base de données sur les IED et les sociétés transnationales.

- a Non compris le Tchad, qui n'était pas classé parmi les PMA exportateurs de pétrole en 2002. S'il y avait été inclus, la part des PMA exportateurs de pétrole aurait été de 62,7 % en 2002.

TABLEAU 13. ENTRÉES D'IED DANS LES PMA, PAR RÉGION, 1995–1999, 2000, 2001 ET 2002

	1995–1999	2000	2001	2002	1995–1999 ^a	2000–2001	2001–2002
	(En millions de dollars)				(Variation annuelle en %)		
Total PMA	3 570,3	3 427,3	5 628,5	5 231,8	63,5	64,2	-7,0
Afrique	2 742,8	2 703,3	5 004,3	4 876,1	80,8	85,1	-2,6
Dont:							
Tchad	33,1	114,8	0,0	900,7	-18,4	..	..
Autres PMA africains	2 709,7	2 588,5	5 004,3	3 975,3	83,0	93,3	-20,6
Asie	786,0	689,9	612,1	339,7	7,4	-11,3	-44,5
Pacifique et Caraïbes	32,2	20,8	7,7	10,3	-26,8	-63,1	34,2

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après CNUCED, base de données sur les IED et les sociétés transnationales.

Note: Dans ce tableau, les petits PMA insulaires ne sont pas représentés en tant que groupe distinct et sont donc pris en compte dans leurs régions respectives.

a Variation en pourcentage entre 1995 et 1999.

D. Tendances de la dette extérieure

L'encours de la dette extérieure avait fortement baissé dans le groupe des PMA entre 1998 et 2001. Mais presque la moitié de ce gain a été effacée en 2002 lorsque l'encours de la dette a de nouveau augmenté.

Grâce à trois années consécutives de diminution, l'encours de la dette extérieure avait fortement baissé dans le groupe des PMA entre 1998 et 2001. Mais presque la moitié de ce gain a été effacée en 2002 lorsque l'encours de la dette a de nouveau augmenté.

En 2002, l'accroissement de l'encours de la dette a été général parmi les PMA.

En valeur nominale, l'encours de la dette des 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles est passé de 154,4 milliards de dollars à 137,3 milliards entre la fin de 1998 et la fin de 2001. Ce résultat a principalement été obtenu par des annulations de dette et des modifications apportées aux évaluations internationales. Mais en 2002, malgré l'annulation d'importants montants de la dette et une modification des arriérés d'intérêts, l'encours total de la dette du groupe des PMA s'est établi à 145 milliards de dollars, ce chiffre s'expliquant essentiellement par des effets de réévaluation internationale et par un accroissement de l'encours des dettes provenant de prêts multilatéraux à des conditions de faveur. En conséquence, le ratio moyen encours de la dette/PIB des PMA, qui était passé de 128,7 % en 1999 à 117 % en 2001, est remonté à 119,8 % en 2002 (voir le tableau 14).

En 2002, le total des paiements au titre du service de la dette d'un groupe de 46 PMA a atteint un niveau record de presque 5,1 milliards de dollars, soit 0,6 milliard de plus qu'en 2001.

L'accroissement de l'encours de la dette a été général parmi les PMA, puisqu'il a touché 43 des 46 pays pour lesquels des données sont disponibles. Des 33 PMA (dont 27 sont des PPTE — pays pauvres très endettés) où l'encours de la dette avait diminué entre 1999 et 2001, deux seulement ont enregistré une nouvelle diminution de l'encours de leur dette en 2002 — République démocratique du Congo et Mali. Toutefois, les données indiquent que le ratio dette/PIB a diminué dans 28 PMA, dont 23 PPTE, entre 1999 et 2001, et que cette amélioration s'est maintenue en 2002 dans la moitié des pays, dont 12 PPTE. Il faut souligner que dans tous les pays sauf dans les deux cas de PPTE mentionnés plus haut, l'amélioration soutenue du ratio dette/PIB entre 2001 et 2002 a été attribuable à une hausse du PIB courant des pays.

En 2002, le total des paiements au titre du service de la dette du groupe de 46 PMA pour lesquels on dispose de données a atteint un niveau record de presque 5,1 milliards de dollars, soit 0,6 milliard de plus qu'en 2001. Ce chiffre représentait 3 % de leur revenu national brut (RNB) combiné. Les données sur les exportations de biens et services, le revenu et les rapatriements de salaires manquent pour établir le ratio correspondant pour cette année.

TABLEAU 14. INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR DES PMA, 1999–2002^a

	Encours total de la dette				Encours total de la dette			Total du service de la dette			Valeur actuelle nette de la dette
	En % du PIB ^b				En % des exportations de biens et services, du revenu et des rapatriements de salaires ^c						
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	1999	2000	2001		2001
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Angola	169,1	106,2	98,2	89,1	191,9	113,2	142,0	27,8	21,3	27,6	138,3
Bangladesh	36,1	33,2	32,4	36,0	211,7	181,1	166,2	9,2	9,2	7,3	106,1
Bénin	70,7	71,0	70,5	68,5	242,5	251,3	264,8	10,1	11,0	7,9	133,6
Bhoutan	41,3	42,0	50,3	63,4	141,0	145,5	178,2	5,4	4,7	4,2	164,6
Burkina Faso	62,3	60,9	60,0	55,6	401,2	434,5	465,5	16,4	14,5	11,8	223,7
Burundi	158,4	162,5	155,2	167,5	1791,9	1910,9	1842,7	45,6	37,2	39,8	1122,1
Cambodge	76,2	78,2	79,3	79,1	225,3	169,2	161,9	2,9	2,0	1,3	137,8
Cap Vert	55,7	58,6	63,9	65,5	154,0	133,9	141,5	9,4	6,6	5,5	91,0
Comores	102,4	113,4	110,1	105,6	380,2	409,7	382,7	5,2	4,8	3,6	275,6
Djibouti	51,2	47,4	45,6	56,2	112,4	106,9	..	4,1	5,5	..	..
Érythrée	35,9	49,7	60,1	90,6	125,6	101,4	100,2	1,6	1,1	1,7	57,5
Éthiopie	86,0	86,1	91,3	108,9	566,7	520,8	577,5	15,9	13,1	18,5	295,5
Gambie	107,6	114,6	124,7	147,5	186,0	180,8	172,8	8,5	8,0	3,8	93,6
Guinée	101,8	108,9	107,3	107,1	451,9	446,3	381,1	16,4	20,4	12,3	202,8
Guinée équatoriale	31,1	18,5	12,9	12,0	19,1	10,5	6,3	0,4	0,2	0,1	5,1
Guinée-Bissau	416,2	373,3	335,7	324,0	1608,9	1135,4	1177,6	15,7	28,2	41,1	747,1
Haïti	28,5	29,6	33,5	34,8	208,3	219,9	252,0	8,8	7,7	5,2	164,8
Îles Salomon	52,4	53,4	55,3	75,3	72,9	117,9	..	4,8	6,9	..	..
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lesotho	74,9	74,7	74,6	87,3	125,9	123,7	106,6	10,1	11,4	12,4	73,1
Libéria	470,2	386,6	413,8	412,3	3230,6	1513,6	1361,8	4,0	0,5	0,5	1320,8
Madagascar	127,9	121,2	90,4	100,1	510,9	388,4	2678,5	17,1	9,6	43,3	1316,7
Malawi	152,0	159,1	148,9	154,9	503,0	542,9	518,9	12,6	11,7	7,8	296,3
Maldives	37,1	33,0	37,6	43,8	49,4	44,1	49,9	4,0	4,2	4,6	37,6
Mali	117,5	121,7	110,0	88,6	413,5	408,8	317,1	13,7	12,8	8,8	154,4
Mauritanie	264,5	265,8	228,1	234,9	649,5	577,5	552,5	27,1	19,3	22,7	359,2
Mozambique	174,8	191,0	124,7	117,6	1095,8	917,4	175,2	16,4	11,7	3,4	35,9
Myanmar	..	..	..	..	311,6	252,4	211,6	5,0	3,7	3,1	150,5
Népal	59,0	51,5	48,4	53,8	201,5	158,3	147,8	7,3	5,6	4,9	85,8
Niger	82,6	93,8	81,7	82,8	477,9	466,2	428,0	9,8	8,1	6,8	282,1
Ouganda	58,5	59,5	65,9	69,9	450,1	500,5	525,6	16,9	10,7	7,0	162,0
Rép. dém. pop. lao	174,2	146,2	142,6	158,6	527,8	487,5	516,5	7,7	7,9	9,0	268,1
Rép. centrafricaine	86,5	90,0	85,0	99,1	896,1	784,6	738,4	18,4	12,9	11,9	481,5
Rép. dém. du Congo	271,7	240,9	222,1	153,0	1162,2	1193,1	1105,0	2,0	2,5	1,7	1029,1
Rép. Unie de Tanzanie	93,4	81,4	71,5	77,2	658,6	551,3	450,9	17,9	14,6	10,3	90,6
Rwanda	66,9	70,2	75,3	82,7	1063,8	998,6	787,3	25,9	27,5	11,4	411,1
Samoa	82,9	83,3	83,6	89,7	151,6	251,1	..	5,1	10,8	..	..
Sao Tomé et- Príncipe	681,0	677,9	666,5	663,8	2161,4	2130,0	1791,9	29,8	28,4	22,9	573,4
Sénégal	80,7	78,2	75,1	79,3	224,0	213,4	215,1	14,3	13,7	13,3	149,6
Sierra Leone	194,0	193,1	172,9	183,4	1740,5	1384,3	1265,4	35,9	52,6	102,0	888,4
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	151,6	139,9	123,1	121,5	1044,2	635,5	623,5	3,7	2,5	2,3	591,0
Tchad	73,0	79,2	69,0	66,2	388,4	394,0	374,5	11,0	9,3	7,9	213,1
Togo	107,1	117,3	111,7	114,3	301,5	303,3	289,4	8,9	6,3	6,6	205,7
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	27,6	29,7	29,8	35,7	38,2	36,7	38,2	1,1	1,2	1,0	21,3
Yémen	82,3	54,6	55,9	50,9	135,8	95,3	85,0	3,9	4,5	4,9	61,1
Zambie	187,3	176,9	155,8	162,0	636,0	624,6	512,9	16,1	20,2	11,7	365,1
PMA (moyenne pondérée)	90,1	83,1	78,0	78,5	351,3	277,8	254,3	11,7	10,1	9,2	183,7
PMA (moyenne simple)	128,7	123,3	117,0	119,8	616,8	526,0	530,5	12,9	12,0	12,7	323,4

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Global Development Finance 2003*, données en ligne.

- a Pour 2002, aucune donnée n'était disponible concernant les exportations de biens et services, les revenus et les rapatriements de salaires.
b La moyenne pour le groupe des PMA a été pondérée en fonction du PIB et ne comprend pas l'Afghanistan, Kiribati, le Myanmar, la Somalie et Tuvalu, pour lesquels aucune donnée n'était disponible.
c La moyenne pour le groupe des PMA a été pondérée en fonction des exportations de biens et services, du revenu et des rapatriements de salaires et ne comprend pas l'Afghanistan, Djibouti, Kiribati, Samoa, les Îles Salomon, la Somalie et Tuvalu, pour lesquels aucune donnée pour 2001 n'était disponible.

Les données du FMI sur le ratio service de la dette/revenu public dans les 21 PMA-PPTE qui avaient atteint le point de décision en juillet 2003 indiquent une diminution de ce ratio dans tous les PMA sauf quatre entre 1999 et 2002.

En juillet 2003, la Banque mondiale a classé 26 PMA en tant que pays lourdement endettés (soit plus de la moitié du nombre total de pays lourdement endettés), neuf PMA en tant que pays modérément endettés et 13 PMA en tant que pays moins endettés⁵. Trente-deux PMA sont également classés en tant que pays pauvres très endettés (PPTE). En juillet 2003, 7 des 32 PMA-PPTE avaient atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative PPTE renforcée, 14 avaient atteint le point de décision, 2 (l'un et l'autre exportateurs de pétrole) étaient considérés avoir un endettement potentiellement viable et 9 n'avaient pas encore atteint le point de décision. Six de ces 9 pays étaient des PMA touchés par des conflits.

Les données du FMI sur le ratio service de la dette/revenu public dans les 21 PMA-PPTE qui avaient atteint le point de décision en juillet 2003 indiquent une diminution de ce ratio dans tous les PMA sauf quatre entre 1999 et 2002 (voir le tableau 15)⁶. En moyenne, le ratio service de la dette/revenu public est passé de 17,4 % en 1999 à 10,4 % dans les sept PMA-PPTE qui avaient atteint le point d'achèvement. Dans les PMA qui avaient atteint le point de décision, il est passé de 19,9 % à 15,3 %. En 2002, le ratio service de la dette/revenu public dépassait encore 15 % dans 10 des 21 PMA-PPTE qui avaient atteint le point de décision ou le point d'achèvement.

TABLEAU 15. RATIO SERVICE DE LA DETTE ACQUITTÉ/RECETTES PUBLIQUES DANS CERTAINS PMA-PPTE^a, 1999–2002

	Date d'approbation du		Service de la dette acquitté en pourcentage des recettes publiques			
	Point de décision	Point d'achèvement	1999	2000	2001	2002
Bénin	Juillet 2000	Avril 2003	17,3	14,6	9,4	7,2
Burkina Faso	Juillet 2000	Avril 2002	15,8	15,6	10,6	11,3
Mali	Septembre 2000	Mars 2003	19,6	20,8	12,7	11,9
Mauritanie	Février 2000	Juin 2002	30,4	36,1	36,6	19,9
Mozambique	Avril 2000	Septembre 2001	12,3	4,1	6,7	8,3
Rép.Unie de Tanzanie	Mars 2000	Novembre 2001	19,8	16,0	8,5	9,9
Ouganda	Février 2000	Mai 2000	12,9	13,6	11,7	8,4
Tchad	Mai 2001		24,0	28,7	14,0	18,4
Rép. dém. du Congo	Juillet 2003		1,4	-	-	7,4
Éthiopie	Novembre 2001		11,0	9,7	16,4	12,3
Gambie	Décembre 2000		25,5	16,2	26,3	26,5
Guinée	Décembre 2000		35,3	45,5	22,2	22,0
Guinée-Bissau	Décembre 2000		15,5	31,6	1,2	12,0
Madagascar	Décembre 2000		25,0	14,3	9,7	15,4
Malawi	Décembre 2000		20,5	34,5	23,8	14,1
Niger	Décembre 2000		10,6	14,3	19,1	21,4
Rwanda	Décembre 2000		23,0	23,4	6,2	6,4
Sao Toméet-Principe	Décembre 2000		21,4	42,4	17,9	15,9
Sénégal	Juin 2000		22,0	20,7	17,0	16,4
Sierra Leone	Mars 2000		77,4	44,4	88,6	18,4
Zambie	Décembre 2000		22,9	29,6	21,7	20,0

Source: Compilation du secrétariat de la CNUCED d'après les données du FMI et de l'AID (2003).

a Il s'agit de tous les PMA-PPTE qui avaient atteint le point de décision à la fin du mois de juillet 2003.

E. Objectifs d'APD pour les pays donateurs

1. QUANTITÉ DE L'AIDE

Le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 prévoit que les pays donateurs s'engagent à accroître leur aide aux PMA et aussi à améliorer la qualité de cette aide, notamment en en déliant la plus grande partie, hors aide alimentaire et coopération technique (Nations Unies, 2001: par. 83 et 84). Les engagements sont formulés avec une certaine flexibilité. Mais il existe des objectifs à long terme, dont la réalisation recoupe celle des objectifs de développement du Millénaire, à savoir que 0,20 % ou 0,15 % du RNB de chaque donateur devrait être affecté à l'aide aux PMA.

Le tableau 16 montre que six pays membres du CAD — Danemark, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suède — ont dépassé l'objectif de versements nets d'APD supérieurs à 0,20 % de leur RNB en 2002. Entre 2001 et 2002, l'Irlande a porté son ratio APD/RNB de 0,16 à 0,21 %. À côté de ces six pays, tous les autres pays membres du CAD sont restés en dessous de l'objectif de 0,15 %. En raison d'une diminution de 494,2 millions de dollars des versements nets d'APD du Royaume-Uni aux PMA, le ratio APD/RNB en faveur des PMA de ce pays est tombé de 0,12 % en 2001 à 0,07 % en 2002. En revanche, l'Italie a accru ses versements nets d'APD aux PMA de 558,2 millions de dollars, et son ratio APD/RNB est passé de 0,04 à 0,09 %. En moyenne, la contribution des pays membres de l'Union européenne (UE), qui représentait 58,6 % du total des versements d'APD aux PMA⁷ des pays membres du CAD en 2002, a légèrement augmenté — passant de 0,09 à 0,10 % entre 2001 et 2002.

Les États-Unis restent le premier contributeur d'APD en faveur des PMA en valeur parmi les pays membres du CAD, avec 19,9 % du total des versements nets en 2002. Mais leur ratio APD/RNB n'a progressé que de 0,02 % en 2001 à 0,03 % en 2002. Le Japon, deuxième plus gros donateur d'APD aux PMA avec 12 % du total des versements d'APD des membres du CAD, affichait un ratio APD/RNB de 0,04 %.

Globalement, l'effort d'aide de l'ensemble des pays membres du CAD mesuré par le ratio APD/RNB a légèrement augmenté — passant de 0,05 % en 2001 à 0,06 % en 2002. Les versements nets d'APD aux PMA ont donc augmenté, mais ils sont restés en deçà des objectifs approuvés à l'ONU.

2. DÉLIEMENT DE L'AIDE

Améliorer la qualité de l'aide est aussi important qu'en accroître la quantité. À cet égard, l'une des plus importantes recommandations du Programme d'action demandait qu'au 1^{er} janvier 2002 l'APD versée aux PMA soit déliée dans les domaines suivants: soutien de la balance des paiements et appui à l'ajustement structurel; annulation de la dette; assistance à l'exécution de programmes sectoriels et multisectoriels; aide à l'exécution de projets d'investissement; appui aux importations et aux produits de base, contrats de services commerciaux; et APD versée à des ONG pour des activités en rapport avec des marchés publics. La coopération technique et l'aide alimentaire, ainsi que les activités d'une valeur inférieure à 700 000 DTS, sont exclues du champ d'application de la recommandation.

Six pays membres du CAD — Danemark, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suède — ont dépassé l'objectif de versements nets d'APD supérieurs à 0,20 % de leur RNB en 2002.

Globalement, l'effort d'aide de l'ensemble des pays membres du CAD mesuré par le ratio APD/RNB a légèrement augmenté — passant de 0,05 % en 2001 à 0,06 % en 2002.

Il semblerait que l'application par les membres du CAD de la recommandation de délier l'aide ait été «en général, rapide et globale»

Le CAD de l'OCDE suit l'application de cette recommandation. Aucune donnée n'est encore disponible au-delà d'une description des points de départ initiaux des membres du CAD (voir le tableau 16), mais il semblerait que l'application par ceux-ci de la recommandation ait été «en général, rapide et globale» (OCDE, 2004:4). D'après l'OCDE:

- «Presque tous les membres ont désormais délié toutes les catégories d'APD visées au paragraphe 7 i) de la recommandation. Dans les quelques cas restants, l'application intégrale des dispositions dépend de la conclusion du processus de coordination entre les divers agents d'exécution.
- En outre, aussi bien avant que depuis la recommandation, de nombreux membres (Allemagne, Australie, Finlande, France, Irlande, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse) ont délié leur APD en allant au-delà de ce qui était recommandé — par exemple, engagements inférieurs aux seuils fixés, coopération technique, aide alimentaire ou APD au-delà du seul groupe des PMA.

TABLEAU 16. VERSEMENTS NETS D'AIDE DES PAYS MEMBRES DU CAD AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS^a ET RATIO DE DÉLIEMENT DE L'APD

	2001				2002				1999-2001 Ratio de déliement de l'APD ^b
	En million de dollars	En % du total CAD	En % du total donateurs	En % du RNB des donateurs	En million de dollars	En % du total CAD	En % du total donateurs	En % du RNB des donateurs	
Norvège	449	3,7	33	0,27	625	4,1	37	0,33	0,99
Danemark	540	4,5	33	0,34	547	3,6	33	0,32	0,78
Luxembourg	47	0,4	34	0,25	58	0,4	40	0,30	..
Pays-Bas	995	8,3	31	0,26	1 180	7,8	35	0,29	0,91
Suède	458	3,8	27	0,21	629	4,2	32	0,26	0,91
Irlande	143	1,2	50	0,16	210	1,4	53	0,21	1,00 ^c
Belgique	295	2,5	34	0,13	353	2,3	33	0,14	0,49 ^c
Finlande	114	1,0	29	0,10	154	1,0	33	0,12	0,69
France	1 083	9,0	26	0,08	1 626	10,7	30	0,11	0,34
Portugal	119	1,0	45	0,11	120	0,8	37	0,10	0,61
Italie	487	4,1	30	0,04	1 045	6,9	45	0,09	0,30
Suisse	257	2,1	28	0,10	250	1,7	27	0,08	0,89
Autriche	106	0,9	20	0,06	170	1,1	33	0,08	0,36
Royaume-Uni	1 647	13,7	36	0,12	1 153	7,6	23	0,07	0,53
Allemagne	1 173	9,8	24	0,06	1 332	8,8	25	0,07	0,43
Nouvelle Zélande	29	0,2	26	0,07	30	0,2	25	0,06	..
Australie	175	1,5	20	0,05	192	1,3	19	0,05	0,49
Canada	231	1,9	15	0,03	349	2,3	17	0,05	0,40
Japon	1 783	14,8	18	0,04	1 813	12,0	20	0,04	0,76
Espagne	193	1,6	11	0,03	252	1,7	15	0,04	0,21
États-Unis	1 673	13,9	15	0,02	3 012	19,9	23	0,03	0,01
Grèce	22	0,2	11	0,02	37	0,0 ^d	13	0,03	..
Total CAD	12 019	100,0	23	0,05	15 137	100,0	26	0,06	0,53
dont:									
Membres de l'UE	7 422	61,8	28	0,09	8 867	58,6	30	0,10	..

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après des données en ligne du CAD de l'OCDE et OCDE (2004).

a Y compris les flux multilatéraux imputés, c'est-à-dire en prenant en considération les contributions versées par le biais d'organisations multilatérales, calculées d'après la répartition géographique des versements multilatéraux pour l'année de référence.

b Le ratio de déliement de l'APD bilatérale versée aux PMA est calculé comme suit: APD bilatérale non liée divisée par le total de l'ADP bilatérale versée aux PMA (sur la base des engagements).

c Moyenne 2000–2001.

d 0,002 pour cent.

- Par ailleurs, conformément à ses engagements, la Commission de l'Union européenne a adopté de nouvelles dispositions en faveur d'un élargissement du déliement de son assistance et a mis en place les éléments nécessaires à cette fin. Le Congrès des Etats-Unis a récemment autorisé la création d'une nouvelle entité baptisée "Millennium Challenge Corporation (MCC)", qui a vocation à fournir une assistance extérieure additionnelle visant à promouvoir la croissance économique et à éliminer l'extrême pauvreté tout en renforçant la bonne gouvernance, la liberté économique et l'investissement dans les individus. Il a doté cette entité de près d'un milliard de dollars des Etats-Unis de crédits pour l'exercice 2004. En l'absence de dispositions législatives spécifiques, les fonds de la MCC correspondent à une aide non liée» (ibid.: 4).

Il sera important de suivre les progrès du déliement de l'APD au niveau aussi bien des pays bénéficiaires que du CAD. Étant donné que 50 % environ de l'aide bilatérale (hors coopération technique et aide alimentaire) étaient liés avant la recommandation de délier l'aide versée aux PMA, la décision pourrait sensiblement accroître l'efficacité de l'aide. Pour que les effets économiques en soient optimaux, il faudra non seulement que tous les donateurs délient leur aide rapidement et aussi totalement que possible, mais aussi que les PMA fassent un gros effort pour améliorer leur système de marchés publics. Ce n'est qu'ainsi que ces effets économiques se traduiront par une baisse du coût des importations. Cette question sera abordée plus en détail dans la deuxième partie du rapport.

F. Conclusions

Les résultats économiques des pays les moins avancés en tant que groupe continuent de s'améliorer. Du point de vue des taux de croissance du PIB réel, la fin des années 90 a été meilleure que le début de la même décennie. De même, la période 2000–2002, la plus récente pour laquelle des données internationales sont disponibles, a été meilleure que la période 1998–2000. De fait, avec la forte décélération de la croissance en 2001 dans de nombreux autres pays en développement, le taux annuel moyen de croissance du PIB réel des PMA a été supérieur à celui de ces autres pays en développement au cours de la période 2000–2002.

Cette croissance encourageante des PMA en tant que groupe a été étayée par une hausse sensible des flux de ressources nettes agrégés vers ces pays — +35,3 % entre 2000 et 2002. Cette progression a été alimentée par un accroissement des flux d'IED en 2001 et des flux d'APD sous la forme de dons en 2002. Les flux nets d'APD ont augmenté de 38,8 % en valeur nominale et de 36,3 % en valeur réelle depuis 2000. La composition des engagements d'aide laisse toutefois apparaître un abandon croissant des secteurs productifs.

Pour l'ensemble des PMA, des progrès continus ont également été enregistrés dans le secteur des exportations. Mais la progression a été beaucoup plus lente qu'au cours de la période 1998–2000, où les exportations de marchandises, principalement de pétrole et d'articles manufacturés, avaient bondi de 36,7 %.

Dans ce contexte global, la tendance à un creusement des écarts entre PMA, qui était apparue au début des années 90, s'est poursuivie. Si le taux de croissance du PIB réel par habitant a dépassé 3 % par an dans 14 PMA au cours de la période 2000–2002, il a stagné ou diminué dans 24 autres pays, plus de la

Il sera important de suivre les progrès du déliement de l'APD au niveau aussi bien des pays bénéficiaires que du CAD.

Les résultats économiques des pays les moins avancés en tant que groupe continuent de s'améliorer... Mais la tendance à un creusement des écarts entre PMA, qui était apparue au début des années 90, s'est poursuivie.

moitié de ceux pour lesquels des données sont disponibles. Seulement sept PMA ont atteint l'objectif de croissance de 7 % fixé dans le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001–2010. Les exportations de marchandises ont diminué en valeur nominale dans 23 PMA. Les apports nets d'APD ont augmenté de plus de 15 % entre 1999 et 2002 dans 18 PMA, mais ont diminué dans 13 autres pays. Les quatre PMA exportateurs de pétrole, plus le Tchad qui se dote actuellement d'une infrastructure d'exportation de pétrole, ont absorbé 68 % des apports nets d'IED dans les PMA en 2001, et 63 % en 2002.

L'un des aspects les plus encourageants de la période récente a été l'amélioration de la situation dans les PMA africains, y compris dans quelques pays qui sont tributaires de l'exportation de produits de base autres que des combustibles. Mais le fait que les taux de croissance dans les PMA africains ont dépassé ceux des PMA asiatiques pour la première fois tient autant au ralentissement de la croissance économique dans les seconds qu'à l'amélioration des résultats dans les premiers.

Le haut niveau de dépendance à l'égard de l'aide extérieure, ainsi qu'à l'égard de l'exportation de produits primaires dont les prix mondiaux sont instables, reste préoccupant. Il faut de plus noter que l'encours de la dette dans les PMA a augmenté en 2002 pour la première fois depuis 1998.

Le maintien des taux de croissance récemment observés reste une interrogation fondamentale pour tous les PMA. Beaucoup de pays qui ont affiché une hausse de leur taux de croissance économique sur la période 2000–2002 sont aussi des pays où l'instabilité de la croissance du PIB a été la plus forte dans les années 90. Le haut niveau de dépendance à l'égard de l'aide extérieure, ainsi qu'à l'égard de l'exportation de produits primaires dont les prix mondiaux sont instables, reste préoccupant. Il faut de plus noter que l'encours de la dette dans les PMA a augmenté en 2002 pour la première fois depuis 1998.

Deux tendances récentes méritent de retenir toute l'attention du point de vue de leurs incidences potentielles sur le maintien de la croissance: la hausse du niveau des rapatriements de bénéfices provenant des IED, et l'alourdissement de la dette multilatérale. En 2000–2002, la somme des paiements d'intérêts sur la dette à long terme et des rapatriements de bénéfices provenant des IED a représenté un montant équivalent à 50 % des dons (non compris la coopération technique) versés aux PMA et 23 % des dons versés aux PMA non exportateurs de pétrole. La hausse des rapatriements de bénéfices n'est pas nécessairement un problème en soi. Mais elle le deviendra si les apports d'IED ne contribuent pas notablement au développement des capacités productives intérieures et à la valeur ajoutée.

Enfin, on notera la faiblesse de la croissance dans les PMA insulaires; elle témoigne de la vulnérabilité de ces pays en dépit d'un niveau de RNB par habitant et de ressources humaines généralement supérieur à celui de la plupart des autres PMA.

Annexe au chapitre 1

Le Timor-Leste, qui est devenu le 50ème PMA le 4 Décembre 2003, ne figure pas dans les analyses du présent Rapport. Les 49 autres pays les moins avancés sont subdivisés: i) en groupes géographiques, et ii) en fonction de leur spécialisation à l'exportation.

CLASSIFICATION GÉOGRAPHIQUE

La classification géographique est la suivante:

PMA africains (plus Haïti): Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo et Zambie.

PMA asiatiques: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao et Yémen.

PMA insulaires: Cap-Vert, Comores, Kiribati, Îles Salomon, Maldives, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tuvalu et Vanuatu.

CLASSIFICATION D'APRÈS LA SPÉCIALISATION DES EXPORTATIONS

La classification d'après la spécialisation des exportations est difficile à établir. Premièrement, il faut agréger des données sur la composition des exportations de marchandises avec des données sur les exportations de services. Ensuite, il peut y avoir des fluctuations d'une année sur l'autre dans la structure des exportations d'un pays, en particulier sous l'influence des fluctuations des prix des produits de base.

La classification utilisée ici a été reprise du *Rapport 2002 sur les pays les moins avancés*, bien que le Soudan figure désormais parmi les exportateurs de pétrole. Elle repose sur la structure des exportations de la fin des années 90. Comme pour toutes les classifications de ce type, certaines décisions arbitraires ont dû être prises; elles sont indiquées dans l'annexe au chapitre 3 du Rapport 2002 (CNUCED, 2002: 131 et 132).

La classification d'après la spécialisation des exportations est la suivante:

A. Exportateurs de produits primaires:

1. Exportateurs de produits autres que le pétrole:

(i) *Exportateurs de denrées agricoles:* Afghanistan, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, Îles Salomon, Kiribati, Malawi, Mali, Mauritanie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Tchad et Togo.

(ii) *Exportateurs de minéraux:* Guinée, Libéria, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Zambie.

2. Exportateurs de pétrole: Angola, Guinée équatoriale, Soudan et Yémen.

B. Exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services:

1. Exportateurs d'articles manufacturés: Bangladesh, Cambodge, Haïti, Lesotho, Madagascar, Myanmar, Népal et République démocratique populaire lao.

2. Exportateurs de services: Cap-Vert, Comores, Djibouti, Gambie, Maldives, Samoa, Tuvalu et Vanuatu.

3. Exportateurs d'articles manufacturés et de services: Mozambique¹ et Sénégal.

¹ Depuis 2001, le Mozambique devrait être classé parmi les exportateurs de minéraux du fait de l'essor de ses exportations d'aluminium.

Notes

1. La base de données est un projet conjoint du Département d'étude sur la paix et les conflits de l'Université d'Uppsala, et du Centre pour l'étude de la guerre civile de l'Institut international de recherche pour la paix, d'Oslo (PRIO). Un conflit armé est défini comme suit: «une incompatibilité litigieuse concernant une autorité publique et/ou un territoire où le recours à la force armée entre deux parties, dont une au moins est le gouvernement d'un État, entraîne au moins 25 morts liées à des combats.» (Strand, H., Wilhelmsen, L. et Gleditsch, N., 2003:3).
2. Chine comprise, l'accroissement a été de 25,3 %.
3. La base de données *Global Development Finance* de la Banque mondiale fournit des données sur la valeur et la composition des flux financiers à long terme vers les PMA pour 46 de ces pays. Aucune donnée n'est disponible pour l'Afghanistan, Kiribati et Tuvalu. Les données les plus récentes comprennent de nouvelles estimations des flux financiers privés qui divergent quelque peu de celles qui étaient disponibles au moment de la publication du *Rapport 2002 sur les pays les moins avancés*.
4. Le total des transferts nets correspond au total des flux nets de ressources diminué des paiements d'intérêts sur la dette à long terme et des rapatriements de bénéfices provenant des IED. Voir la base de données *Global Development Finance* de la Banque mondiale pour une définition des rapatriements de bénéfices provenant des IED.
5. Tuvalu ne figure pas dans ce classement.
6. Ces quatre PMA sont la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, la Gambie et le Niger.
7. Y compris les flux multilatéraux imputés.

Bibliographie

- CNUCED (2002). *Les pays les moins avancés, Rapport 2002*, publication des Nations Unies, numéro de vente: F.02.II.D.13, New York et Genève.
- FMI et AID (2003). Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative — Status of Implementation, Prepared by the staffs of the IMF and World Bank, September, (<http://www.imf.org/external/np/hipc/2003/status/091203.pdf>).
- Nations Unies (2001). Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010, 8 juin (A/CONF.191/11).
- OCDE (2004). Implementing the 2001 DAC recommendation on untying official development assistance to the least developed countries, rapport intérimaire 2004, DCD/DAC (2005)15, établi pour la Réunion de haut niveau du CAD, 15 et 16 avril 2004.
- Strand, H., Wilhelmsen, L. et Gleditsch, N. (2004). Armed conflict dataset codebook, Institut international de recherche pour la paix, Oslo.